

Réforme du secteur de la sécurité : derniers développements, événements et informations

Atelier sur le contrôle parlementaire de la sécurité : évaluation interactive des besoins des commissions de défense et de sécurité au Bénin et au Togo

En collaboration avec l'[African Security Sector Network](#) (ASSN) et avec le soutien du GFN-SSR, le [Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique](#) (UNREC) a organisé du 22 au 23 août 2008 un atelier pour les commissions de défense et de sécurité des Parlements du Bénin et du Togo à Lomé, au Togo.

Des chercheurs, des praticiens et des membres des commissions ont débattu de thèmes divers, notamment les défis du contrôle parlementaire, le secret excessif qui entoure les questions de sécurité et le fait que les législatures ne bénéficient que d'un accès limité aux informations pertinentes dans le domaine de la sécurité. Les participants ont également partagé leurs expériences du contrôle parlementaire à ce jour et ont cherché à déterminer ensemble comment approfondir leurs connaissances et renforcer leur influence au cours du processus décisionnel des questions de sécurité.

Le niveau d'engagement et de participation des commissions de défense et de sécurité a été remarquable et extrêmement positif. Il est révélateur de l'enthousiasme soulevé par cette question dans les pays francophones, qui verraient d'un très bon œil la possibilité de nouveaux débats et d'obtention d'informations supplémentaires sur le contrôle parlementaire et la RSS en général.

- *Le rapport officiel complet de cet atelier sera bientôt disponible en anglais et en français sur les sites Web du [GFN-SSR](#) et de l'[UNREC](#).*

Au sommaire:

Réforme du secteur de la sécurité au Timor-Leste	2
• Réforme des agences de sécurité en uniforme	
• Documents sur la RSS au Timor-Leste	
• Informations supplémentaires	
Événements récents	3
Offres d'emploi	3
Prochains événements	4
Dernières ressources sur ssrnetwork.net	5

La RSS au Timor-Leste

La réforme des agences de sécurité en uniforme demeure un défi central au Timor-Leste, la plus jeune nation d'Asie.

Les deux agences en question sont la police, PNTL (Policia Nacional de Timor-Leste) et les forces armées, F-FDTL (FALINTIL Forças de Armadas de Timor-Leste). La police nationale a été créée de toutes pièces en 2000. Son développement a été accompagné par une série de missions de maintien de l'ordre de l'ONU, tandis que les forces de défense, dont les chefs sont issus du mouvement de lutte pour l'indépendance du Timor vis-à-vis de l'Indonésie, ont bénéficié d'un support international moindre.

Des tensions et un manque de clarté de la répartition des rôles entre les (et au sein des) deux groupes ont mené à la crise politique de 2006. Celle-ci a été provoquée par des conflits au sein de l'armée suscités par des allégations de discrimination et de traitement injuste, qui ont vite enflé et ont été aggravés par d'autres plaintes et des clivages politiques. Au cours des mois de mai et avril 2006, ces troubles ont provoqué la mort de 37 personnes, la destruction de nombreuses maisons et 150 000 citoyens du Timor (15% de la population totale) ont été obligés de fuir leurs foyers. Le PNTL et le F-FDTL ont été incapables de répondre à la situation et se sont même rendus complices des crimes et du désordre public. De larges sections de la police se sont tout simplement désintégréées.

La violence qui a explosé en 2006 a démontré de façon tragique que les efforts nationaux et internationaux réalisés depuis l'an 2000 n'avaient pas mené au déploiement d'institutions de sécurité efficaces. A posteriori, on constate qu'un grand nombre des institutions créées par l'ONU et mises au service de la nouvelle nation ne répondaient tout simplement pas aux besoins sur le terrain. Leur incapacité à préserver l'ordre a provoqué le retour des forces de police de l'ONU investies de l'autorité exécutive et l'arrivée de mille casques bleus d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

Depuis, des progrès notables ont été constatés. Suite à la tentative d'assassinat du Premier Ministre et du Président en février 2008, les anciens ennemis se sont unis pour retrouver les coupables. Une telle coopération entre la police et l'armée qui, deux ans auparavant, ne pensaient qu'à

s'entre-tuer, témoigne de l'amélioration remarquable de la situation. Les populations déplacées durant les troubles de 2006 commencent à rentrer chez elles.

Cependant, la réforme institutionnelle doit toujours surmonter des obstacles de taille. Il est difficile de renforcer la capacité du PNTL. La police internationale doit travailler avec une police nationale aussi sceptique que récalcitrante, tandis que le public, traumatisé par ses exactions récentes, rechigne à lui accorder sa confiance et à reconnaître sa légitimité. Les donateurs qui travaillent avec la police reconnaissent que ce processus va nécessiter de la patience.

Des défis demeurent également au sein du F-FDTL, notamment la taille, la composition et le rôle de cette organisation au sein de la nouvelle architecture de sécurité. Il sera essentiel de répondre aux questions relatives à la structure et à la fonction du F-FDTL pour mener à bien les réformes en cours du secteur de la sécurité.

Une analyse du secteur de la sécurité, réalisée par le gouvernement avec le soutien de l'ONU, cherche à répondre à un grand nombre de ces questions à long terme. Un accord marquant le lancement de cette étude a été signé en juin 2008.

Il convient de noter que l'expression « réforme du secteur de la sécurité » ne signifie pas grand-chose au Timor-Leste : il reste à lui donner une définition exacte. Les stratégies politiques basés dans les sièges de leurs organisations savent exactement de quoi il en retourne, mais c'est loin d'être le cas des personnes sur le terrain chargées de mettre en œuvre ces réformes.

Gordon Peake est conseiller en politiques pour le programme de développement de la police du Timor-Leste.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de son auteur. Bien que celui-ci ait travaillé au service de la [Police fédérale australienne](#) (PFA) tout en effectuant les recherches sur lesquelles se basent cet article, les opinions données ne représentent pas les vues officielles de l'AFP.



La [bibliothèque de documents](#) contient des liens menant à plusieurs documents liés à la RSS axés sur le Timor-Leste.

En voici quelques-uns :

- [Compte-rendu des opérations de maintien de la paix : appel au changement](#)
- [Étude sur la portée de la justice transitionnelle et de la réduction de la pauvreté](#)
- [Construction d'armées "nationales" et construction nationale - Conditions du succès des efforts d'intégration post-intervention](#)
- [Cambodge, Timor oriental et Sierra Leone : expériences de justice internationale](#)
- [La reconstruction par la communauté en tant qu'instrument de transition entre la guerre et la paix](#)
- [Droit et réforme de la police dans la région Asie-Pacifique : garantir la participation, les opportunités et la justice](#)
- [Réforme du secteur de la sécurité : aller de l'avant](#)
- [Le secteur de la sécurité post conflit](#)
- [Timor-Leste : réforme du secteur de la sécurité](#)

Informations supplémentaires

- [Ministère de la défense et de la sécurité du Timor-Leste](#)
- [Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste](#)
- [Réseau d'action au Timor oriental et en Indonésie](#)
- [Programme de contrôle du système judiciaire](#)
- [Institut Lao Hamutuk du Timor-Leste pour le contrôle et l'analyse du développement](#)

Événements récents

Formation de la police afghane aux questions de genre

18 août 2008

L'outil de l'UN-INSTRAW/Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (CDFA)/Bureau des institutions démocratiques et des droits humains (BIDDH) sur la [Réforme de la police et prise en compte des questions de genre](#) a été traduit en dari par le bureau afghan du Law and Order Trust Fund for Afghanistan du Programme de développement des Nations Unies (PDNU). Cette traduction est au profit de la communauté afghane : elle renforce la capacité des forces de police à comprendre et répondre aux besoins de sécurité des hommes, femmes, garçons et filles du point de vue de l'égalité des sexes et d'une sécurité inclusive.

5 000 exemplaires ont été publiés, dont 4 000 ont été distribués à la police nationale afghane par le PDNU. Des exemplaires ont été mis en réserve pour les nouvelles recrues, qui suivent actuellement une formation sur la réforme de la police et le genre dans le cadre de la résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU. « La réforme de la police et le genre » fait partie de la [boîte à outils pour la réforme du secteur de la sécurité et le genre](#), publiée plus tôt cette année par l'UN-INSTRAW, le CDFA et le BIDDH.

UN-INSTRAW : communauté de pratique pour la formation au genre

La formation au genre est vue comme un mécanisme concret permettant de renforcer l'intégration des questions de genre et de rendre la coopération pour le développement plus inclusive et réactive. En ce sens, elle est mise en œuvre depuis la quatrième conférence mondiale sur les femmes en 1995.

Cependant, bien que les institutions et les gouvernements aient tenté de sensibiliser leur personnel aux questions de genre, la soi-disant « formation au genre » n'a en général pas réussi à satisfaire l'objectif plus général, qui visait à *soutenir, contribuer à, initier ou parvenir à des changements transformatifs* des relations entre les sexes, ou à *renforcer la capacité à fournir des services de développement traitant les femmes et les hommes sur un pied d'égalité*. Ce qu'on qualifie de « formation au genre » couvre une telle variété d'expériences, de thèmes et de publics qu'il n'existe plus de définition commune de ce qu'elle représente, des méthodes qu'elle doit employer et de ses protagonistes.

L'UN-INSTRAW est en train de développer une *Communauté de pratique (CoP) pour la*

Guinée-Bissau : la réforme du secteur de la sécurité est une priorité

BISSAU, 28 août 2008 ([IRIN](#)) – Selon Baciro Dja, président de l'Institut de défense nationale, l'instabilité politique récente, avec la dissolution début août du gouvernement, pourrait retarder des plans très attendus de réforme d'un secteur de la sécurité disproportionné, ce qui pourrait avoir un impact sur la sécurité à long terme du Guinée-Bissau.

Un ambitieux programme du gouvernement, soutenu par l'Union Européenne et dirigé par Juan Esteban Verastegui, général de l'armée espagnole, doit voir la réforme de neuf unités de police, de l'armée, de l'armée de l'air, de la Marine et du secteur judiciaire au cours des prochaines années.

« La mise en place d'un nouveau gouvernement pourrait démotiver le processus [de réforme du secteur de la sécurité]. Il serait extrêmement dangereux d'annoncer des réformes sans les réaliser, » affirme Dja.

Le processus de réforme doit s'axer sur la modernisation et la réduction des effectifs de l'armée nationale, qui sont beaucoup trop importants. Avec ses 4 800 membres répertoriés, dont une forte proportion de généraux promus durant le régime de l'ancien président Kouma Yala, elle représente le « talon d'achille » du pays, selon Dja.

On espère créer une armée plus restreinte, plus efficace et « modernisée », et réduire son personnel à 2 500 éléments qui, selon Dja, pourront vivre dans des conditions dignes, bénéficier d'une formation de qualité et d'équipements adéquats.

On espère également que les réformes limiteront la participation alléguée de certains éléments de l'armée au trafic de stupéfiants dénoncé par un expert international dans ce domaine, qui désire rester anonyme.

Giuseppina Mazza, coordinatrice de l'ONU à Bissau, a souligné le fait que « la réforme du secteur de la sécurité, associée à une bonne gouvernance et au renforcement de la capacité administrative du gouvernement, est essentielle au travail de l'ONU sur le terrain ».

Pour lire l'article complet sur le site de l'IRIN, [cliquez ici](#).

formation au genre visant à rassembler des praticiens en provenance du monde entier. Cette communauté de pratique promulguera le dialogue et une analyse de ce qu'il y a de mieux en matière de formation au genre, identifiera les réussites et les défis et s'interrogera sur la manière de renforcer la formation au genre en tant que composante de la prise en compte des questions de genre et du développement durable.

Parmi les activités prévues pour la première année de la communauté de pratique, des dialogues virtuels sur la formation au genre ; des réactions en retour sur les expériences spécifiques liées au renforcement de la capacité ; la mise en place d'un centre d'échanges et d'une plate-forme d'informations virtuels sur la formation au genre exploitant le wiki pour la formation au genre de l'UN-INSTRAW ; la mise en place d'un recueil de bonnes pratiques sur la formation au genre. Veuillez cliquer ici pour vous rendre sur le site Web [Communauté de pratique pour la formation au genre](#) de l'UN-INSTRAW.

Offres d'emploi

Plusieurs postes sont actuellement à pourvoir aux Nations Unies. L'ONU est également en train de développer une

[Base de données des Nations Unies pour les consultants associés spécialistes de la RSS](#)

Dans le cadre des efforts de développement par l'ONU d'une approche cohérente et holistique de la RSS, l'équipe de la RSS au siège de l'ONU à New York est en train de développer une base de données de « Consultants associés spécialistes de la RSS ». Il s'agit d'un premier pas important vers le développement d'une capacité de ressources humaines sur la RSS à l'ONU ; elle vise à répondre aux exigences toujours plus croissantes des opérations de paix de l'ONU sur le terrain.

À ce stade, l'équipe RSS recherche des consultants potentiels spécialisés dans la RSS pouvant participer à des missions de l'ONU.

[Cliquez ici](#) pour consulter d'autres offres d'emploi

Prochains événements

Pour une liste plus complète des événements à venir dans le domaine de la RSS, veuillez consulter notre [calendrier des événements](#) en ligne. Si vous désirez recommander un événement, n'hésitez pas à [nous contacter par e-mail](#).

Atelier sur la justice transitionnelle et le développement en Afrique

15-19 septembre 2008

Cape Town, Afrique du Sud

Cet atelier sera le dernier d'une série de trois visant à éclaircir la relation entre les concepts et les théories de la justice transitionnelle et du développement. Le thème en sera « L'amélioration de la justice socioéconomique dans les sociétés en transition : études de cas sur le continent africain. » Il explorera les possibilités et limitations des interactions entre la justice transitionnelle et le développement ; il tentera aussi de déterminer si les mécanismes de justice transitionnelle peuvent apporter des réponses efficaces aux questions soulevées par l'exclusion et les inégalités historiques tout en s'axant systématiquement sur les droits économiques, culturels et sociaux comme méthode garantissant un avenir plus équitable dans les sociétés en transition.

Timor-Leste : sécurité, développement et programme de construction nationale

19-20 septembre 2008

Adelaide, Australie du sud

Cet atelier vise à rassembler toute une gamme de praticiens, de stratèges politiques et d'universitaires dotés d'une bonne connaissance de la situation actuelle au Timor-Leste. Ils se donneront pour objectif de réfléchir aux questions clés soulevées par le projet de construction nationale actuel, en prêtant une attention toute particulière à la réforme du secteur de la sécurité.

Les entrepreneurs de la violence ? Les hommes, les masculinités et les compagnies de sécurité privées

24 septembre 2008

Faculté d'études politiques, University of Bristol, UK

Cet atelier d'une journée, le premier en son genre, servira de forum de discussion

des liens entre les masculinités, les féminités et les compagnies de sécurité privées au travers de questions affectant les niveaux micro et macro. Il intéressera les praticiens du secteur des ONG et les personnes appartenant à un vaste éventail de disciplines : études militaires et du genre, anthropologie, histoire et études organisationnelles.

Le Pakistan, la guerre contre la terreur et les relations tendues avec les alliés occidentaux

24 septembre 2008

RUSI, Whitehall, Londres, UK

Ce séminaire abordera les questions clés de l'efficacité du combat contre l'extrémisme en Afghanistan et au Pakistan et du fait que la stratégie revigorée et commune entre les USA et le Pakistan doit absolument atteindre son objectif. Nous viserons à recommander des mesures renforçant la confiance, conçues pour raviver les relations en perte de vitesse entre les USA et le Pakistan.

Conférence sur le terrorisme international 2008

2-3 octobre 2008

RUSI, Whitehall, Londres, UK

Cette conférence rassemblera des universitaires en vue, des praticiens expérimentés et des stratèges politiques. Ils analyseront les échecs et les réussites de la lutte contre le terrorisme, qui implique les secteurs des renseignements, de l'armée, de la police, de la diplomatie et la société, et chercheront à déterminer la meilleure manière d'aller de l'avant. Elle fournira un forum sûr et de haut niveau qui facilitera un débat constructif mettant en jeu les personnes chargées d'influencer, de formuler et de mettre en œuvre les stratégies de lutte contre le terrorisme.



Favoriser la sécurité humaine dans un monde dangereux

24-26 septembre 2008

Joan B. Kroc Institute for Peace & Justice, University of San Diego, Californie, USA

Cette conférence rassemblera des représentants de la communauté internationale, des universitaires et des praticiens et débatera des thèmes suivants :

- Une plus grande égalité des sexes et participation des femmes aux processus décisionnels.
- Les pratiques de maintien de l'ordre et de renforcement de la paix prenant en charge les violences sexuelles systémiques.
- L'adhérence aux règles d'engagement empêchant le ciblage des femmes et des enfants.
- La sensibilisation à l'égard du besoin de répondre à l'ampleur réelle des violences sexuelles durant les conflits.
- L'étude des mécanismes de l'État de droit et de la justice transitionnelle luttant contre l'impunité.

La réforme du secteur de la sécurité sera le thème principal du troisième panel animé par l'INSTRAW et le CDFA.

Formations pour les praticiens de la RSS organisées par le GFN-SSR

Les dates des formations trimestrielles du GFN-SSR très suivies à l'intention des praticiens de la RSS ont été arrêtées pour les 12 prochains mois :

- 8-10 décembre 2008
- 6-18 mars 2009
- 15-17 juin 2009
- Pour plus d'informations sur nos formations, veuillez [visiter notre site Web](#).
- Pour télécharger un dépliant à ce sujet, veuillez [cliquer ici](#).

Dernières ressources sur ssrnetwork.net

Le GFN-SSR résume et publie sur ce site Web des documents recommandés par nos lecteurs. Si un document important lié à la RSS manque à notre bibliothèque, veuillez en envoyer les références à Ben.Kelly@ssrnetwork.net

Force africaine permanente - derniers développements

Cilliers, J., 2008, *ISS Paper 160, Institute for Security Studies, Pretoria, Afrique du Sud*

Quels progrès ont été réalisés à l'égard de la Force africaine permanente ? Quels sont les défis que devront relever l'Union Africaine (UA) et ses partenaires internationaux pour garantir que la Force africaine permanente sera prête à l'horizon de 2010 ? Ce compte-rendu de l'Institute for Security Studies (ISS) donne les derniers développements à ce sujet. Des concepts pour la formation, la doctrine, les procédures d'exploitation standard, la commande et le contrôle ont été postulés, mais la logistique pose toujours un problème énorme. Un concept de paix et de sécurité plus intégré entre les Nations Unies (NU) et l'AU et une meilleure appropriation par l'Afrique au sein de la force africaine permanente sont nécessaires si l'on veut arriver à un maintien de l'ordre durable par les Africains.

Corruption et renforcement de l'intégrité au sein des organismes de défense

Transparency International, 2008, *TI Working Paper No. 02/2007, Londres, Royaume-Uni*

Dans le secteur de la sécurité, la corruption crée un environnement dangereux qui mine la confiance. Cet article publié par Transparency International examine la question de la corruption dans les institutions de défense et recommande des manières dont les acteurs clés de la défense et de la société civile pourraient devenir des moteurs de la réforme. Les gouvernements, les compagnies de défense et le public, qui connaissent à présent mieux les coûts financiers, sociaux et institutionnels de la corruption, font preuve d'un intérêt grandissant pour la réforme du secteur de la sécurité.

Manuel sur les droits humains du personnel des forces armées

Born, H. and Leigh, I., 2008, *OSCE/ODIHR, Genève, Suisse*

Dans quelle mesure les devoirs et exigences militaires justifient-ils que le personnel des forces armées limite l'expression de ses droits humains ? Quels exemples de meilleure pratique peut-on discerner au sein des États membres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) pour l'intégration des droits humains dans leurs forces armées ? Ce manuel, publié par le Bureau des Institutions Démocratiques et des droits humains (BIDDH) de l'OSCE et le Centre de Genève pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées (CDFA), s'intéresse aux meilleures pratiques empreintes de succès dans les pays membres.

Réflexions sur les armes, les combattants et la violence armée dans les processus de paix

Buchanan, C. (ed.), 2008, *Negotiating Disarmament Viewpoints Volume 1, Centre for Humanitarian Dialogue, Genève, Suisse*

Quels sont les problèmes courants rencontrés lors de la négociation et de la mise en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) durant les processus de paix ? Quels enseignements peut-on tirer des expériences passées afin de renforcer les pratiques actuelles ? Cet ouvrage du Centre for Human Dialogue propose des observations de première main sur la négociation des questions de sécurité durant le processus de paix d'El Salvador et la médiation à Aceh, en Indonésie.



Les cinq documents sur la RSS les plus demandés en ligne en août 2008

1. [Des politiques à la pratique : le rôle changeant de l'OCDE dans la réforme des systèmes de sécurité](#)
2. [Pas d'appropriation, pas d'engagement : guide de l'appropriation locale de la réforme du secteur de la sécurité](#)
3. [Le rôle des compagnies de sécurité privées au sein des programmes de RSS](#)
4. [Conflits armés et désarmement : sélection d'études de cas en Afrique Centrale](#)
5. [Société civile, bonne gouvernance et secteur de la sécurité](#)

RSS: guide à l'intention des débutants

Qu'est-ce que la RSS, et comment la définit-on ? Comment la RSS s'est-elle développée dans le cadre du programme de développement international ? Quels en sont les principes fondamentaux et les domaines d'activité ?

Cette version révisée du guide comprend des références au Manuel du CAD/OCDE sur la réforme du système de sécurité récemment publié, le seul actuellement à proposer une série de principes internationaux pour accompagner la programmation de la RSS. Il comprend également plusieurs nouvelles sections et une bibliographie.

Contactez-nous

GFN-SSR

International Development Department

JG Smith Building

University of Birmingham

Edgbaston, Birmingham B15 2TT UK

Tel: +44 121 414 7291

Fax: +44 121 414 7995

Email: enquiries@ssrnetwork.net

Accès à la section du gouvernement britannique de ssrnetwork.net : les agents du gouvernement britannique qui souhaitent consulter des zones à accès restreint de notre site Web peuvent obtenir un identifiant et un mot de passe en contactant Ben.Kelly@ssrnetwork.net

Les versions française, espagnole et portugaise du *ssrbulletin* sont directement envoyées par email aux personnes qui se sont [inscrites en ligne](#). Ces traductions sont [mises en ligne](#) une semaine après la publication de la version anglaise.